

LISTES ÉLECTORALES POUR LES LÉGISLATIVES DU 10 MAI

La mini-révolution du RND

«**Changement**» et «**alternance**», «**rajeunissement**», «**davantage de place pour les femmes**», des slogans en vogue ces derniers temps, ont contraint le RND à opérer tout juste une mini-révolution dans l'opération de confection des listes électorales dans la perspective des législatives du 10 mai prochain, se contentant de faire les choses à moitié.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Manière de donner l'impression de faire avec l'air du temps, car dans le fond, le parti a pris l'option de la continuité.

Il serait vraiment naïf de croire en une profonde mutation tant le premier responsable du parti, de surcroît Premier ministre, donnait déjà le ton en affirmant que le RND était partant pour consolider sa deuxième place, juste derrière le FLN. Pour ce faire, inutile donc de faire un remue-ménage puisqu'il fallait juste reprendre la même équipe qu'en 2007.

Ce qui ressort amplement dans le processus d'élaboration des listes des candidats du parti à ce rendez-vous électoral. Quitte à subir l'ire et le mécontentement de la base et de beaucoup de prétendants dont beaucoup ont trouvé en les nouveaux partis une alternative à leurs ambitions. Peut-être,

d'ailleurs, comme le pensent d'aucuns, que ces «poussins» sont nés avec la mission d'assurer le rôle «d'équipes de réserve» aux nombreux déçus de «grosses cylindrées» de la scène politique nationale, qui, une fois élus, les regagnent. Et c'est la diversité politique qui en prend un sacré coup !

Et au vu, donc, de ces ambitions limitées, la direction du parti, avec à sa tête Ahmed Ouyahia, a pris sur son compte de reconduire la moitié de ses députés sortants au nombre de 73, autant de la composante de son bureau politique, ouvrant grandement les portes des candidatures aux coordinateurs de wilaya dont un grand nombre pilotent les listes quand ils ne sont pas les colistiers directs du tête de liste.

Autre caractéristique de ces listes, des ministres du parti, seul celui de l'Aménagement du territoire

et de l'environnement, Chérif Rahmani, qui pilotera, une fois de plus, la liste du parti à Djelfa.

C'est partant de cette logique que Seddik Chihab, membre de la direction du parti, vice-président de l'actuelle APN et coordinateur du bureau du parti d'Alger, a été retenu pour diriger la liste de la capitale, suivi par Abdeslam Bouchouareb, chef de cabinet de M.Ouyahia. Il en est de même pour leurs camarades Abdelhamid Salem à El Taref, Kada Ben Attia à Oran et Miloud Chorfi à Mascara.

Pour les coordinateurs de wilaya qui ont été gâtés, citons, entre autres, Brahim Zerhaf à Illizi, Tayeb Mokedem à Tizi-Ouzou, Omar Aliliet à Béjaïa ou encore Sid-Ali Mahi à Aïn Defla.

Une seule femme tête de liste

Concernant la représentation féminine dans les listes du RND, elle est juste conforme à ce que prévoit en la matière la loi électorale, soit le tiers de chaque liste.

Cependant, adepte des choses à moitié, le RND n'a placé comme tête de liste qu'une seule femme, Fatima Kasmi à Béchar, au

moment où sa camarade du bureau national, Faouzia Sahnouni, suit Bouchouareb sur la liste d'Alger.

Le parti concédera a contrario la seconde position à beaucoup de femmes, un positionnement qui permettra, à coup sûr, à nombre d'entre elles d'être élues.

Les hommes d'affaires ne sont pas en reste dans cette opération de candidatures puisque le parti du Premier ministre, avec ce que cela suppose comme immersion du monde des affaires dans la sphère politique, vigoureusement dénoncée par beaucoup, notamment Louisa Hanoune, en a retenu plusieurs dans ses listes.

Et certains d'entre eux pilotent même des listes comme c'est le cas de Rabi Belmenkhar à Jijel, Ahmed Torchi à Mila, Chenini à Constantine...

Le cas atypique de Tamanrasset

Au-delà de toute la grogne qu'a suscitée cette opération de confection des listes électorales du RND, le cas de Tamanrasset est atypique à bien des égards. Le bureau de wilaya a tout simple-

ment opté pour le boycott des prochaines législatives en signe de mécontentement contre la liste retenue.

Celle-ci serait, selon les membres du bureau du RND de la wilaya qui ont interpellé par écrit Ouyahia, composée «d'opportunistes, de politiciens arrivistes et de personnes occultes qui ont usurpé le nom du parti pour servir leurs intérêts».

Et c'est justement pour empêcher tout ce beau monde, «de gros bonnets qui ont usé de l'argent sale pour se retrouver candidats à la députation», de réaliser ses «rêves et objectifs douteux» que le bureau de wilaya du parti a décidé de tourner le dos à ce scrutin, non sans réaffirmer son «attachement au pays».

A noter que l'aménokal de Tamanrasset, Ahmed Edabir, a renoncé à la candidature pour, selon toujours le bureau de wilaya du parti, «éviter l'éclatement de sa communauté, déjà fortement affectée par le flux de réfugiés maliens et l'attentat kamikaze commis contre le siège du groupement régional de la gendarmerie».

M. K.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La Commission Seddiki fait grève

La Commission nationale de surveillance des élections législatives remet ça. Pour la seconde fois depuis sa mise sur pied, elle suspend temporairement ses activités. Evoquant des entraves multiples et des doléances non prises en charge, elle a décidé de suspendre ses activités pour 24 heures à compter d'hier lundi à midi.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le président Mohamed Seddiki et ses camarades de la Commission ont dû soupeser la question pendant une journée et demie, le dimanche et la matinée du lundi, avant de se résoudre à débayer. Une action, la seconde du genre, qui ne manquera pas, à

coup sûr, de mettre à mal les autorités politiques et administratives du pays, dont la commission met à l'index la mauvaise volonté quant aux garanties pratiques d'une élection libre et transparente. Tout un chapelet de griefs est retenu contre les autorités.

A commencer par leur silence relativement à un certain nombre de doléances ou de recours que la commission a eu à y introduire. La Commission nationale de surveillance des élections législatives a, en effet, dans un communiqué rendu public lundi en début d'après-midi, accusé les autorités de faire la sourde oreille à propos d'une demande d'explication s'agissant des inscriptions sur les listes collectives sur les listes d'électeurs en dehors des délais réglementaires et dans l'irrespect des dispositions légales et réglementaires. L'allusion

est faite ici aux inscriptions des militaires sur les fichiers électoraux des communes. Le cas le plus édifiant a été celui de Tindouf. Un cas qui a fait réagir non seulement le MSP, membre de la coalition dite verte, mais aussi le PT de Louisa Hanoune, ainsi que d'autres formations politiques inscrites dans la compétition électorale. La Commission de Mohamed Seddiki s'est plainte également de ce que ses doléances relatives à la facilitation d'obtention des documents administratifs et juridiques pour les candidats aux élections du 10 mai prochain ainsi qu'à l'allégement des dossiers de candidature, notamment l'acceptation de fourniture de photographie sur CD et la validation du sursis comme document justifiant la position vis-à-vis du service national.

La commission n'a pas manqué également de faire cas de la non-satisfaction de

sa demande de logistique adéquate, la plus à même de lui permettre d'assumer au mieux sa mission. Ce qui a aussi poussé la commission à cette fronde, c'est le silence des autorités quant à sa demande d'un bulletin de vote unique. Selon la commission, la demande d'explication des modalités d'application de l'article 3 de la loi organique relative au régime électoral (le quota de femmes sur les listes, ndlr) est également restée lettre morte.

La commission a informé que la décision de suspension des activités pour 24 heures concerne aussi ses démembrements au niveau des wilayas et des communes.

Rappelons que la commission avait eu déjà à suspendre ses activités pendant trois jours. C'était pour réclamer une logistique qui lui permettrait d'accomplir sa mission.

S. A. I.

IL INTERVIENT DIX ANS APRÈS LE PRÉCÉDENT

4^e congrès du Satef

C'est en pleine course pour l'aboutissement du nouveau statut particulier des travailleurs de l'éducation que le Satef (Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation) a tenu son 4^e congrès national «de conformité», dix ans après le précédent.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Après une crise interne qui l'a secoué en 2001, le syndicat qui sort d'une bataille judiciaire de plusieurs années a décidé d'actualiser ses statuts et ses instances pour se consacrer enfin à sa bataille syndicale.

Les premiers responsables des syndicats de l'Unpef, du Snapest, du SNTE et du Cnes, présents à cette cérémonie, ont souligné l'importance d'aller en front commun pour arracher les droits socioprofessionnels des travailleurs de l'éducation et œuvrer pour une école publique perfor-

mante. Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest, a rappelé que si le statut particulier des travailleurs de l'éducation est en voie de finalisation, beaucoup de dossiers restent encore suspendus.

M. Amoura, SG du Satef, a souligné que, lors de ce congrès, le syndicat va procéder à l'élection des membres du conseil national et du secrétaire général et l'installation des commissions de travail qui se pencheront sur le statut et la plateforme des revendications.

Par ailleurs, à propos de la mouture du statut particu-

lier des travailleurs de l'éducation actuellement en discussion en commission ad hoc, le syndicat a révélé que 99% de ses propositions vont dans le même sens que les amendements apportés par le ministère de l'Éducation nationale dans la dernière mouture. Seul hic, relève le SG du Satef, la valorisation des diplômes et la formation sont des points non encore pris en charge dans cette nouvelle mouture.

Le syndicat qui demande la révision de la classifications exige qu'elle soit conçue sur la base du bac et plus. Pour le syndicat, il est «inconcevable» qu'un surveillant général soit classé à l'échelle 13 tandis qu'un enseignant qui a un bac + 4 soit classé à la 11 ou la 12.

S. A.

BÉJAÏA

Plusieurs institutions fermées par des mécontents à Aït Rezine

La grogne sociale s'intensifie dans la municipalité d'Aït Rezine. Après avoir bloqué depuis quatre jours la station de traitement des eaux du barrage de Tichy Haf, les habitants du village de Guendouz sont revenus à la charge, hier, en procédant à la fermeture du siège de leur APC et celui de la daïra d'Ighil Ali.

A travers leur mouvement, les habitants du village Guendouz, chef-lieu de la commune d'Aït Rezine, dans la wilaya de Béjaïa, veulent crier leur colère face à l'«inaction» des pouvoirs publics qui tardent à prendre en charge leurs préoccupations.

Entre autres doléances mises en avant par les protestataires, le revêtement des routes de leur cité, l'assainissement, l'eau potable et le raccordement de leurs foyers au réseau de gaz naturel. «Les multiples démarches entreprises auprès des élus locaux et de l'administration n'ont reçu, à ce jour, aucun écho favorable», se plaint le

comité du village de Guendouz. S'estimant «abandonnés» par les pouvoirs publics qui les considèrent comme des «citoyens de seconde zone», les villageois de Guendouz annoncent, dans une déclaration rendue publique, leur décision de boycotter le scrutin législatif du 10 mai prochain.

Il convient de noter que plusieurs municipalités de la vallée de la Soummam, dont Ighzer Amokrane, Sidi-Aïch, El Kseur, et une partie du chef-lieu de la wilaya, alimentées à partir du barrage de Tichy Haf, sont lourdement affectées par cette action radicale de fermeture de la station de traitement des eaux du barrage de Tichy Haf, initiée par les villageois de Guendouz. Des centaines de foyers se retrouvent ainsi privés d'eau potable depuis quatre jours.

Par ailleurs, au niveau du chef-lieu de wilaya, les habitants du quartier Taklaït ont observé un rassemblement devant le siège de la municipalité de Béjaïa. Les protestataires réclament le revêtement de la route menant vers leur cité.

A. K.